



Madame Agnès BUZYN
Ministre des Solidarités et de la Santé
14, avenue Duquesne – 75700 Paris

Paris, le 2 juillet 2019

Madame la Ministre,

Nos 9 organisations vous ont sollicitée à plusieurs reprises afin de pouvoir vous rencontrer. Ceci faisait d'ailleurs suite à votre invitation formulée lors de notre rencontre le 28 septembre 2017, où Monsieur Jean-Paul DELEVOYE était également présent. Vous aviez indiqué votre intention de créer plusieurs groupes de travail sur les thèmes concernant les retraités et personnes âgées.

Depuis lors, nous n'avons pas été sollicités par vos services et le regrettons vivement. Nous sommes désireux de porter les attentes des retraités et personnes âgées sur des questions comme le pouvoir d'achat des retraités, la perte d'autonomie, la situation de l'aide à domicile et celle des EHPAD, le fonctionnement des CDCA, la fracture numérique.

Nous sommes attentifs également à la situation du secteur hospitalier dans la mesure où les personnes âgées sont particulièrement concernées par leur bon fonctionnement. La situation des urgences nous a amené à nous solidariser avec les personnels en grève pour l'amélioration du service et la création de 40 000 postes. Mais nous sommes particulièrement inquiets et scandalisés par l'annonce récente de la suppression de près de 1 000 lits dans les services de gériatrie de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris. Comment peut-on envisager de fermer de 30% à 50% de lits de gériatrie au sein des unités de soins de longue durée alors que 7% de la population de l'Île de France a plus de 75 ans ? Les personnes qui y séjournent seraient transférées vers des EHPAD en grande partie privés, avec les répercussions financières prévisibles pour les personnes concernées et leurs familles.

Ceci va à l'encontre des engagements contractés fin 2013 par l'Agence Régionale de Santé et l'AP-HP de maintenir la quasi-totalité des 3 000 lits des USLD pendant 15 ans.

De plus, ce transfert concernerait des malades ayant besoin d'un suivi constant qui ne serait pas assuré dans des EHPAD sans médecin ni infirmière de nuit, sans parler de la disponibilité d'un nombre suffisant de places en EHPAD.

Nous pensons que vous comprendrez, Madame la Ministre, notre inquiétude et celle de nos adhérents.